

<https://ricochets.cc/Contrôle-intrusif-accru-des-chomeurs-par-Pole-Emploi.html>



Contrôle intrusif accru des chômeurs par Pôle Emploi !

- Les Articles -

Publication date: samedi 19 décembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

LE PARLEMENT AUTORISE PÔLE EMPLOI À CONTRÔLER LES RELEVÉS TÉLÉPHONIQUES DES CHÔMEURS

Selon [le site d'actualité du droit Dalloz](#), la loi de finance pour 2021, examinée cet automne, a été votée avec plusieurs ajouts passés inaperçus, réalisés par les députés et sénateurs via des amendements.

Parmi ceux-ci, l'article 73 bis donne le droit aux agents de Pôle Emploi d'obtenir des banques et entreprises des informations sur les bénéficiaires d'allocations chômage, notamment leurs relevés bancaires et leurs relevés téléphoniques. Une nouvelle arme de plus pour fliquer les chômeurs, guidé par ce présupposé lamentable selon laquelle le chômage compte surtout des fraudeurs en puissance.

Plus de 35 000 postes ont été supprimés depuis septembre. Les plans de licenciements et les fermetures se succèdent. Les premiers touchés ont été les intérimaires et les contrats précaires. Ces gens qui enchaînent travail et chômage sont la cible privilégiée de Pôle Emploi, qui n'a de cesse de vérifier leurs déclarations.

Pôle Emploi ferait mieux de s'occuper de l'accueil et de l'accompagnement de ces nouveaux entrants plutôt que de traquer d'éventuels fraudeurs. Le jeu n'en vaut de toute façon pas la chandelle : si les députés et sénateurs veulent récupérer de l'argent issue de la fraude, qu'ils donnent des moyens à la traque de la fraude sociale (les patrons qui ne payent pas leurs cotisations) et de la fraude fiscale. Respectivement 20 milliards et 100 milliards d'euros par an.

Pour faire taire les fantasmes sur les abus des chômeurs, rappelons que le montant moyen de l'indemnisation chômage en France est de 1058Euros. 50% des allocataires perçoivent moins de 970Euros. La moitié des chômeurs ne bénéficient plus des allocations chômeurs.

Une fois encore, députés et sénateurs, qui sont pourtant de grands assistés (plus de 5000Euros dans la poche puis des indemnités de logement, des frais de représentations et les transports gratuits) viennent criminaliser les chômeurs depuis leurs palais dorés.

Cette mesure, attentatoire à la vie privée (pourquoi Pôle Emploi consulterait les relevés téléphoniques des chômeurs ?!) est particulièrement indécente à une période où la combinaison d'un droit du travail affaibli et de mesures sanitaires très strictes entraînent une catastrophe social dont les citoyens de ce pays les plus précaires ne se relèveront pas.

Honte aux parlementaires.

post de Frustration Magazine



Contrôle intrusif accru des chômeurs !

► Voir aussi :

- [Loi de finances : plus de contrôle des chômeurs, rien sur la fraude fiscale](#) - Voté le 16 décembre, le projet de loi de finances officialise que les agents de Pôle emploi puissent récupérer des données auprès

d'organismes de crédit ou d'opérateurs téléphoniques en cas de suspicion de fraude. Rien, en revanche, contre la fraude fiscale.

- [Le gouvernement profite de la loi de finances pour accroître le flicage des chômeurs](#) - En votant un amendement du groupe Agir au Sénat, le gouvernement a profité du projet de loi de finances pour faire passer une disposition étendant les possibilités de flicage des chômeurs.
- [Pôle emploi obtient de nouveaux pouvoirs pour combattre la fraude](#)

Bientôt la fusion de Pôle emploi avec les services de police ?

En réalité, on ne s'en sortira pas en améliorant les droits au chômage et en augmentant la création d'emploi via la Croissance et le productivisme.

Il faudrait plutôt envisager sérieusement la fin du capitalisme et du marché de l'emploi.

Vaste projet utopique à l'heure où les structures de la civilisation industrielle s'étendent partout, y compris dans les consciences, et où pratiquement tout le monde ne jure que par la « valeur travail », la compétitivité, l'attractivité des territoires et la création d'emploi...

Il suffit qu'un élu ou un entrepreneur prononce le sésame « création d'emploi » pour que (sauf exceptions qui confirment la règle) toutes les portes s'ouvrent, les tapis rouge se déroulent, les subventions pleuvent, AMEN. Et ceux qui oseront critiquer ou faire des remarques seront crucifiés, traités d'idéologues anti-tout, de rétrogrades et misanthropes.

Les questions écologiques, climatiques, les questions des réels besoins individuels et collectifs, le sujet d'une prise en main réellement démocratique des décisions et orientations de sociétés passeront bien après.

Dans le système en place, on n'a pas le choix, on doit effectivement continuer les mêmes logiques destructrices et gérer autoritairement leurs conséquences, mais il reste possible de choisir d'autres formes de sociétés.